



Indian and Northern
Affairs Canada

Affaires indiennes
et du Nord Canada

Government
Publications

CAI
IA
E082

Amendments to the

Canada Mining Regulations

STATUS REPORT

The amendments to the Canada Mining Regulations will streamline and modernize procedures and help clarify relationships and responsibilities for industry, enabling Indian and Northern Affairs Canada (INAC) to better serve the mining industry.

The majority of changes proposed are administrative in nature, such as: clarifying definitions and wording or provisions; limiting discretionary powers of government officials; specifying time periods wherever possible; and ensuring regulations are consistent with comprehensive land claim settlements with Aboriginal peoples in the territories.

Canada

We have heard your concerns and many of the changes interested parties and individuals have put forward are being drafted as amendments, including metrification.

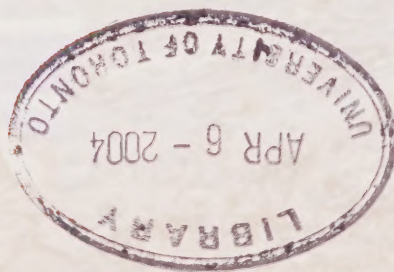
The Government of Canada wants to ensure that stakeholders affected by changes to the Canada Mining Regulations have an opportunity to provide meaningful input.

OBTAINING YOUR VIEWS

- To date, more than 1200 licence holders, non-governmental organizations and Aboriginal groups have had the opportunity to provide comments on proposed changes to the Canada Mining Regulations.
- Meetings, website postings, and advertising have also been used to raise awareness of proposed amendments to the Regulations and actively seek comments.

DRAFTING AMENDMENTS BASED ON YOUR FEEDBACK — THE REGULATORY AMENDMENT PROCESS

- In December 2002, draft amendments were originally circulated to key stakeholders for initial feedback and in early 2003 follow-up meetings took place with interested parties.
- Once this process has been completed, a new draft of the proposed amendments will be circulated to interested parties for comment. Once comments are received and regulatory drafting is completed, the proposed amendments will go for prepublication in Part I of the *Canada Gazette*, for a proposed 30 day period for further public comment.
- If required, final changes will then be made to the proposed amendments prior to submission to the Governor in Council for final approval.
- When approved, the amendments will be enacted and published in Part II of the *Canada Gazette*.



For more information on the Canada Mining Regulations and proposed amendments, please contact:

Robert Lauer
Manager, Financial Analysis and Royalties Administration
Indian and Northern Affairs Canada
(819) 997-9828

LA SOLICITATION DE VOS OPINIONS

- À ce jour, plus de 1 200 détenteurs de permis, d'organisations non gouvernementales et de groupes autochtones ont eu la possibilité de présenter leurs commentaires sur les changements proposés au Règlement sur l'exploitation minière au Canada.

- Des réunions, des renseignements affichés dans le site Web et des annonces publicitaires ont aussi servi à mieux faire connaître les modifications proposées au Règlement et à solliciter activement des commentaires.

LA RÉDACTION DE MODIFICATIONS FONDÉE SUR VOTRE RÉTROACTION – LE PROCESSUS DE MODIFICATION RÉGLEMENTAIRE

- En décembre 2002, des ébauches de modifications ont d'abord été envoyées aux principaux intervenants pour obtenir leur rétroaction, et au début de 2003, des rencontres de suivi se sont déroulées avec les parties intéressées.
- Lorsque cette révision sera terminée, une nouvelle ébauche des modifications proposées sera envoyée aux parties intéressées pour obtenir leurs commentaires. Une fois les commentaires reçus et la rédaction de la réglementation terminée, les modifications proposées feront l'objet d'une publication préalable au règlement dans la Partie I de la Gazette du Canada, pendant une période proposée de 30 jours, afin de recueillir d'autres commentaires du public.

- S'il y a lieu, des changements définitifs seront ensuite apportés aux amendements proposés avant d'être présentés au gouverneur en conseil aux fins d'approbation finale.

- Lorsqu'elles seront approuvées, les modifications seront officiellement adoptées et publiées dans la Partie II de la Gazette du Canada.

*Nous avons été à l'écoute
de vos préoccupations et
plusieurs des changements
suggérés par les
parties intéressées sont
présentement rédigés sous
forme d'amendements,
notamment la métrisation.*

*Le gouvernement du Canada
tient à s'assurer que les
parties touchées par
les changements au
Règlement sur l'exploitation
minière au Canada auront
l'occasion d'apporter une
contribution significative.*

**Pour obtenir plus de renseignements au sujet des modifications
au Règlement sur l'exploitation minière au Canada,
veuillez communiquer avec :**

Robert Lauer
Gestionnaire, Analyse financière et administration des redevances
Affaires indiennes et du Nord Canada
(819) 997-9828

QS-8631-000-BB-A1
Catalogue No. R2-301/2004
ISBN No. 0-662-67892-3



Les modifications au

Règlement sur l'exploitation minière au Canada

RAPPORT DE LA SITUATION

Les modifications au Règlement sur l'exploitation minière au Canada simplifieront et moderniseront les procédures en plus d'aider à préciser les relations et les responsabilités pour le secteur privé. Par conséquent, elles permettront à Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) de mieux servir l'industrie minière.

La majorité des changements proposés sont de nature administrative, comme la clarification des définitions et de la terminologie ou des dispositions; l'établissement de limites aux pouvoirs discrétionnaires des fonctionnaires; la définition plus précise, dans la mesure du possible, des périodes de temps. Ils visent aussi à assurer la conformité du Règlement avec les accords de revendications territoriales globales des Autochtones dans les territoires.

